

Burundi/En crise depuis un an Le pays s'enfonce dans la violence

AFP
Nairobi/Kenya

Hier, un haut gradé a été assassiné en plein Bujumbura.

LE Burundi est confronté à une recrudescence des violences, avec l'assassinat hier encore d'un général en plein Bujumbura, un an après l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat qui a plongé son pays dans une très grave crise politique. Devant la multiplication des meurtres et des cas de tortures, la procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a annoncé hier l'ouverture d'un examen préliminaire, étape préalable à une enquête sur les violences commises au Burundi depuis avril 2015. Celles-ci ont fait plus de 500 morts, sans compter de nombreux disparus arrêtés par les forces de sécurité et dont les proches sont depuis sans nouvelles. C'est dans ce contexte particulièrement sombre que la médiation emmenée par l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa a indiqué vouloir relancer début mai un dialogue de paix actuellement au point

mort. Bujumbura s'est de nouveau réveillée hier au son d'une attaque à la grenade et au lance-roquette : cette fois-ci, c'est un général tutsi, Athanase Kararuzza, conseiller du 1er vice-président burundais en matière de sécurité, qui a été tué.

Dimanche, un colonel de la police, tutsi également, était grièvement blessé dans une attaque similaire tandis que le ministre burundais en charge des Droits de l'homme Martin Nivyabandi et son épouse réchappaient par miracle d'une attaque à la grenade à la sortie de la messe.

Ces attentats, qui ont également visé depuis un an des personnalités politiques, des leaders de l'opposition ou des figures de la société civile, ne sont jamais revendiqués, les deux camps s'en rejetant systématiquement la responsabilité.

Sont-ils le fait d'un des mouvements rebelles embryonnaires qui a vu le jour après une tentative de coup d'Etat manquée en mai 2015 contre le président Nkurunziza ? Sont-ils ourdis par un noyau de hauts responsables, les durs du régime qui ont pris l'ascendant au sein du pouvoir depuis le départ en exil de nombreuses per-



Photo : AFP

Le général Athanasa Kararuzza n'avait guère de chance d'échapper à l'attaque d'hier. Un palier supplémentaire dans la violence au Burundi.

sonnalités modérées ? **"DIVISER L'ARMER"** • Quelles qu'en soient leurs auteurs, ces attaques constituent autant de coups de boutoir contre l'Accord de paix d'Arusha, qui a mis fin à la guerre civile de 1993 à 2006 (300 000 morts) entre plusieurs rébellions hutu d'un côté et l'armée majoritairement tutsi de l'autre.

C'est la Constitution issue de cet accord crucial qui structure depuis 10 ans la vie politique burundaise, l'organisation de ses forces de sécurité et plus largement, vise à abolir les sources de tension entre la majorité hutu (85% de la population) et les Tutsi (14%) pour éviter que le pays ne renoue avec les massacres interethniques qui jalonnent son histoire. Selon des sources concor-

dantes, la crise actuelle divise profondément la police et l'armée et menace la cohésion en leur sein.

"Ceux qui ont tué mon collègue le général Kararuzza et (perpétré) d'autres attaques similaires sont dans la logique de diviser l'armée et la police", a dénoncé hier dans un tweet Willy Nyamitwe, le responsable de la communication présidentielle.

Malgré ses efforts, souvent en ordre dispersé, la communauté internationale n'est pas parvenue pour le moment à débloquer la crise.

Au début de l'année, le président Nkurunziza a réussi à éviter le déploiement d'une force d'interposition de l'Union africaine dans son pays, un temps sérieusement envisagé par l'organisation continentale.

De même, les principaux bailleurs de fonds bilatéraux ainsi que l'Union européenne ont suspendu leur aide directe au Burundi, dont le budget est fortement dépendant de ces aides.

La situation économique s'est clairement dégradée : le Burundi est désormais le pays le plus pauvre du monde selon le FMI avec un PIB de 315,2 dollars (près de 193 000 francs) par habitant. Mais le gouvernement fait le dos rond, rognant sur son budget, dans un pays où une large partie de la population, rurale, a démontré par le passé sa capacité de résilience.

Reste à savoir si la menace d'une enquête par la CPI saura faire fléchir les extrémistes des deux camps. D'ici là, du 2 au 6 mai, le médiateur tanzanien aura tenté de relancer un dialogue entre le pouvoir et son opposition en exil. La crise a contraint plus de 270 000 Burundais à fuir, y compris de nombreux hommes politiques, journalistes et activistes de la société civile.

Jusqu'à présent, le gouvernement burundais a refusé de s'asseoir avec son opposition en exil, de discuter du 3e mandat ou d'aller négocier dans la "ville-symbole" d'Arusha.

L'Afrique en bref

• **Ethiopie/Violences.** Quatorze morts dans l'ouest

Des affrontements intercommunautaires ont éclaté dans l'ouest de l'Ethiopie entre la population locale et des réfugiés sud-soudanais, faisant au moins 14 morts.

• **Kenya/Manifestation.** La Commission électorale prise pour cible



Photo : AFP

Des leaders de l'opposition kényane ainsi que quelques centaines de leurs partisans ont été dispersés hier par la police alors qu'ils tentaient de pénétrer dans les locaux de la Commission électorale, dont il réclame la dissolution en amont de la présidentielle de 2017.

• **Mali/Politique.** IBK "en très bonne forme"



Photo : PRINCE MOUSSA

Le président malien Ibrahim Boubacar Keita s'est déclaré "en très bonne forme", à son retour dimanche à Bamako, après un séjour médical en France pour une opération d'une tumeur bénigne d'une glande dans le cou.

• **Nigeria/Religion.** Les dénonciations d'une ONG L'ONG Portes Ouvertes a dénoncé hier la "violence continue" contre les chrétiens dans le nord du Nigeria, qui a fait des milliers de victimes, évoquant "une menace pour la survie de l'Église" dans ces régions.

• **RDCongo/Manifestation.** Quatre étrangers arrêtés

Quatre étrangers, dont un Américain, proches de l'opposant Moïse Katumbi, ont été arrêtés dimanche lors d'une manifestation contre le pouvoir à Lubumbashi, puis transférés à Kinshasa.

• **Soudan du Sud/Politique.** En attendant Machar

Le chef d'état-major de la rébellion sud-soudanaise, Simon Gatwech Dual, est arrivé hier avec une centaine de soldats à Juba, alors que leur chef Riek Machar devrait regagner la capitale ce mardi.

Autriche/Arrivé en tête au 1er tour de la présidentielle

Norbert Hofer, la "patte de velours" de l'extrême droite

AFP
Vienne/Autriche

L'ingénieur aéronautique de formation, 45 ans, a contribué à polir l'image du FPÖ. Il n'a toutefois rien cédé sur le fond.

ARRIVE largement en tête du premier tour de la présidentielle autrichienne dimanche avec son style lisse, Norbert Hofer, 45 ans, a contribué à polir l'image du parti d'extrême droite FPÖ, où il milite depuis sa jeunesse, sans toutefois rien céder sur le fond.

Longtemps resté dans l'ombre du chef de cette formation, Heinz-Christian Strache, dont il est un des principaux conseillers, cet ingénieur aéronautique de formation a assuré s'être longtemps fait prier avant d'accepter de s'exposer au feu des projecteurs. Cette discrétion lui a permis de se présenter durant sa campagne comme quelqu'un de "neuf, honnête, compétent", malgré plus de vingt années de responsabilités politiques. Vice-président du parlement depuis 2013, cet élu toujours souriant et à la présentation impeccable,

auquel même ses adversaires reconnaissent des qualités d'écoute et de courtoisie, a réalisé dimanche le meilleur score (35%) jamais enregistré par le FPÖ à un scrutin national depuis la guerre.

Partiellement handicapé à la suite d'un accident de parapente en 2003, il n'a pas négligé le contact avec les électeurs au cours de sa campagne.

Mais sous des airs avenants, ce membre de la corporation estudiantine pangermanique Marko-germania, qui avoue aimer se promener armé d'un pistolet, est un idéologue inflexible du FPÖ, dont il est le vice-président depuis que M. Strache en a pris le contrôle en 2005.

"Discret jusqu'à présent, M. Hofer défend les positions de M. Strache, mais avec une patte de velours", et "engrange des voix grâce à son aspect sympathique", résume le quotidien Österreich.

"GRANDE HABILITE" • Né le 2 mars 1971 dans une famille bourgeoise, ce fils d'un élu municipal conservateur grandit dans le Burgenland, la province la moins prospère d'Autriche, non loin de la frontière hongroise. Il y devient responsable régional du



Photo : AFP

Longtemps resté à l'ombre du chef du parti d'extrême droite FPÖ voilà Norbert Hofer, 45 ans, en pleine lumière. Il a de bonnes chances d'être le prochain président autrichien.

FPÖ dès 1996.

En 2005, le leader historique du parti, Jörg Haider, est contraint de créer sa propre formation car il est dépassé sur sa droite en interne par M. Strache. M. Hofer opte pour le camp de ce dernier, tenant d'un durcissement de la ligne politique.

Mais les résultats du FPÖ plongent à la suite d'une longue série de dérapages. Incarnation de l'aile "brune" du parti, la candidate à la présidentielle 2010, Barbara Rosenkranz, n'obtient que 15,2% des suffrages.

Aux côtés du secrétaire général Herbert Kickl, M. Hofer conseille alors à M. Strache, de deux ans seulement son aîné, d'afficher une ligne plus modérée.

Les caciques les plus encombrants sont écartés, à l'image d'Andreas Mølzer, remercié après avoir qualifié l'UE de "conglomérat de nègres" en 2014.

Sous l'impulsion de M. Hofer, le parti polit son discours, bannissant les expressions ouvertement xénophobes et antisémites, qui étaient naguère sa marque de fabrique. Le FPÖ met l'accent sur le pouvoir d'achat et la protection sociale, grignotant l'électorat populaire du parti social-démocrate SPÖ.

Un pari gagnant : dopé par la crise des migrants et l'usure de la grande coalition que forme le SPÖ avec les conservateurs depuis 2008, M. Hofer a siphonné dimanche quelque 40%

des électeurs de ces deux partis, dont aucun n'a atteint 11,3%, selon l'institut ARGE.

"En s'abstenant de recourir aux messages agressifs auxquels on est habitué de la part du FPÖ, il a fait preuve d'une grande habileté", analyse pour l'AFP le politologue Thomas Hofer. Mais le candidat, donné largement favori au second tour (22 mai) face à l'écologiste Alexander Van der Bellen (21,3%), n'en a pas moins averti qu'il resterait inflexible sur les "valeurs" du FPÖ s'il accédait à la présidence. Il a menacé de dissoudre le parlement si la majorité ne suivait pas ses recommandations sur les migrants. Dans un de ses rares écarts de langage, il a par ailleurs traité M. Van der Bellen de "fasciste vert".

"Quand on parle de Norbert Hofer, on parle de quelqu'un fasciné par l'idéologie de la Grande Allemagne. On parle de quelqu'un qui a été sorti du chapeau par un chef de parti qui a frayé dans le milieu néonazi", rappelle dans un éditorial Christian Rainer, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Profil. M. Hofer est marié en secondes noces et a quatre enfants.